



RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2007 B 06731

Numéro SIREN : 500 459 896

Nom ou dénomination : 101 SECURITE PRIVEE

Ce dépôt a été enregistré le 27/10/2017 sous le numéro de dépôt 46154

certifié conforme à l'original
le 19/09/2017

[Signature]

GREFFE TRIBUNAL DE
COMMERCE DE NANTERRE
27 OCT. 2017
DEF 46154

101 SECURITE
43 Bis AVENUE DE LENINE

92000 NANTERRE

BILAN ET COMPTE DE RÉSULTAT
Présenté en Euros

Période du 01/04/2016 au 31/03/2017

édité le 09/10/2017

ACTIF	Exercice clos le 31/03/2017 (12 mois)				Exercice précédent 31/03/2016 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé (0)						
Actif Immobilisé						
Frais d'établissement						
Recherche et développement						
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires	990	990				
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles	39 428	18 891	20 537	2,73	12 322	1,58
Immobilisations en cours						
Avances & acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres Participations	1		1	0,00	1	0,00
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	1 764		1 764	0,23	1 735	0,22
TOTAL (I)	42 183	19 881	22 302	2,97	14 058	1,80
Actif circulant						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens						
En cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes						
Clients et comptes rattachés	486 098	26 869	459 229	61,09	438 708	56,25
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs	2 150		2 150	0,29		
. Personnel	1 542		1 542	0,21		
. Organismes sociaux						
. Etat, impôts sur les bénéfices	16 408		16 408	2,18	39 391	5,05
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	2 725		2 725	0,36	21 604	2,77
. Autres	1 387		1 387	0,18	200	0,03
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	235 916		235 916	31,39	256 037	32,83
Charges constatées d'avance	10 008		10 008	1,33	9 929	1,27
TOTAL (II)	756 233	26 869	729 365	97,03	765 868	98,20
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL ACTIF (0 à V)	798 416	46 750	751 667	100,00	779 927	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/03/2017 (12 mois)		Exercice précédent 31/03/2016 (12 mois)	
Capitaux propres				
Capital social ou individuel (dont versé :)	24 000	3,19	24 000	3,08
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...				
Ecart de réévaluation				
Réserve légale	600	0,08	600	0,08
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	85 036	11,31	85 036	10,90
Report à nouveau	88 321	11,75	-15 656	-2,00
Résultat de l'exercice	75 928	10,10	103 977	13,33
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL(I)	273 885	36,44	197 957	25,38
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
TOTAL(II)				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
TOTAL (III)				
Emprunts et dettes				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. Emprunts				
. Découverts, concours bancaires				
Emprunts et dettes financières diverses				
. Divers				
. Associés	48 967	6,51	66 871	8,57
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours	44 447	5,91		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	85 999	11,44	121 241	15,55
Dettes fiscales et sociales				
. Personnel	118 077	15,71	99 145	12,71
. Organismes sociaux	73 205	9,74	66 361	8,51
. Etat, impôts sur les bénéfices				
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	91 630	12,19	221 087	28,35
. Etat, obligations cautionnées				
. Autres impôts, taxes et assimilés	9 705	1,29	5 826	0,75
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	5 753	0,77	1 438	0,18
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL(IV)	477 782	63,56	581 970	74,62
Ecart de conversion passif (V)				
TOTAL PASSIF (I à V)	751 667	100,00	779 927	100,00

COMPTE DE RÉSULTAT			Exercice clos le 31/03/2017 (12 mois)		Exercice précédent 31/03/2016 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)		%	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%		
Ventes de marchandises										
Production vendue biens										
Production vendue services	2 206 602		2 206 602	100,00	2 188 312	100,00	18 290	0,84		
Chiffres d'Affaires Nets	2 206 602		2 206 602	100,00	2 188 312	100,00	18 290	0,84		
Production stockée										
Production immobilisée										
Subventions d'exploitation										
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges			2 697	0,12			2 697	N/S		
Autres produits			51	0,00	124	0,01	-73	-58,86		
Total des produits d'exploitation (I)			2 209 350	100,12	2 188 436	100,01	20 914	0,96		
Achats de marchandises (y compris droits de douane)										
Variation de stock (marchandises)										
Achats de matières premières et autres approvisionnements										
Variation de stock (matières premières et autres approv.)										
Autres achats et charges externes			1 107 056	50,17	1 119 222	51,15	-12 166	-1,08		
Impôts, taxes et versements assimilés			31 642	1,43	18 261	0,83	13 381	73,28		
Salaires et traitements			758 781	34,39	744 695	34,03	14 086	1,89		
Charges sociales			192 932	8,74	201 255	9,20	-8 323	-4,13		
Dotations aux amortissements sur immobilisations			6 352	0,29	5 518	0,25	834	15,11		
Dotations aux provisions sur immobilisations										
Dotations aux provisions sur actif circulant										
Dotations aux provisions pour risques et charges										
Autres charges			7	0,00	3	0,00	4	133,33		
Total des charges d'exploitation (II)			2 096 770	95,02	2 088 954	95,46	7 816	0,37		
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			112 580	5,10	99 481	4,55	13 099	13,17		
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun										
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)										
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)										
Produits financiers de participations										
Produits des autres valeurs mobilières et créances			29	0,00	29	0,00		0,00		
Autres intérêts et produits assimilés										
Reprises sur provisions et transferts de charges										
Différences positives de change										
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement										
Total des produits financiers (V)			29	0,00	29	0,00		0,00		
Dotations financières aux amortissements et provisions										
Intérêts et charges assimilées										
Différences négatives de change										
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements										
Total des charges financières (VI)										
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)			29	0,00	29	0,00		0,00		
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			112 609	5,10	99 510	4,55	13 099	13,16		

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/03/2017 (12 mois)		Exercice précédent 31/03/2016 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	360	0,02	9 030	0,41	-8 670	-96,00
Produits exceptionnels sur opérations en capital	3 000	0,14			3 000	N/S
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Total des produits exceptionnels (VII)	3 360	0,15	9 030	0,41	-5 670	-62,78
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	18 894	0,86	2 364	0,11	16 530	699,24
Charges exceptionnelles sur opérations en capital						
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions						
Total des charges exceptionnelles (VIII)	18 894	0,86	2 364	0,11	16 530	699,24
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-15 534	-0,69	6 666	0,30	-22 200	-333,02
Participation des salariés (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)	21 147	0,96	2 199	0,10	18 948	861,66
Total des Produits (I+III+V+VII)	2 212 739	100,28	2 197 494	100,42	15 245	0,69
Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	2 136 811	96,84	2 093 517	95,67	43 294	2,07
RÉSULTAT NET	75 928	3,44	103 977	4,75	-28 049	-26,97
	<i>Bénéfice</i>		<i>Bénéfice</i>			
Dont Crédit-bail mobilier			209	0,01	-209	-100,00
Dont Crédit-bail immobilier						

Annexes

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2017 dont le total est de 751 666,86 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 75 927,89 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2016 au 31/03/2017.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/04/2015 au 31/03/2016.

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 10 ans
Constructions	de 10 à 20 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

COMPTABILISATION, PRESENTATION DU CICE

Le CICE est comptabilisé au rythme de l'engagement, il est à prendre en compte au fur et à mesure de l'engagement des charges de rémunérations correspondantes, que la clôture coïncide ou non avec l'année civile, pour les comptes annuels comme pour les comptes intermédiaires ou consolidés, en normes françaises comme en IFRS. En outre, compte tenu des conditions de fiabilité et de probabilité d'obtention du CICE, sa prise en compte pour des éléments de rémunération différés à long terme devrait être rare.

La comptabilisation du CICE a été réalisée par l'option :

- d'une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous compte 64 (ANC, note d'information du 28 février 2013),
- une des autres solutions envisagées (en diminution de l'impôt ou en produit d'exploitation).

La comptabilisation du CICE, en IFRS, est présentée suivant l'une des deux possibilités retenues par la CNCC :

- Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique, en déduction des charges de personnel auxquelles il est lié ou en « Autres produits »
- Comptabilisation en « Avantages du personnel » en déduction des frais de personnel

Les impacts de la prise en compte du CICE sur les états financiers, sont les suivants :

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du code général des impôts, nous précisons que le CICE ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, notre entité l'utilise à travers notamment des efforts :

- en matière d'investissement (indiquer éventuellement un montant ou %)
- de recherche, d'innovation (indiquer éventuellement un montant ou %)
- de formation et de recrutement (indiquer éventuellement un montant ou %)
- de prospection de nouveaux marchés (indiquer éventuellement un montant ou %)
- de transition écologique et énergétique (indiquer éventuellement un montant ou %)
- et de reconstitution de leur fonds de roulement (indiquer éventuellement un montant ou %)

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le P.C.G. 2014 homologué par arrêté du 8 septembre 2014
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	990		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels			
Autres installations, agencements, aménagements			
Matériel de transport	14 755		9 680
Matériel de bureau, informatique, mobilier	13 105		4 887
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	27 861		14 567
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	1		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	1 735		29
TOTAL	1 736		29
TOTAL GENERAL	30 587		14 596

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réev. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles			990	990
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres installations, agencements, aménagements				
Matériel de transport		3 000	21 435	21 435
Matériel de bureau, informatique, mobilier			17 992	17 992
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		3 000	39 428	39 428
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations			1	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			1 764	
TOTAL			1 765	
TOTAL GENERAL		3 000	42 183	40 418

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	990			990
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport	4 825	4 955	3 000	6 779
Matériel de bureau, informatique, mobilier	10 714	1 398		12 111
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	15 538	6 352	3 000	18 891
TOTAL GENERAL	16 528	6 352	3 000	19 881

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements divers					
Matériel de transport	4 955				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 398				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	6 352				
TOTAL GENERAL	6 352				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions				
TOTAL Provisions				
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations	26 869		26 869	
TOTAL Dépréciations	26 869		26 869	
TOTAL GENERAL	26 869		26 869	
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles			26 869	

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	1 764		1 764
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	486 098	486 098	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1 542	1 542	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices	16 408	16 408	
- T.V.A	2 725	2 725	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	3 536	3 536	
Charges constatées d'avance	10 008	10 008	
TOTAL GENERAL	522 082	520 317	1 764
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	85 999	85 999		
Personnel et comptes rattachés	118 077	118 077		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	73 205	73 205		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	91 630	91 630		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	9 705	9 705		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	48 967	48 967		
Autres dettes	5 753	5 753		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	433 335	433 335		

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 080
Dettes fiscales et sociales	115 221
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	
TOTAL	116 301

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	10 008	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	10 008	

101 SECURITE
Société à responsabilité limitée
au capital de 24 000,00 Euros
Siège social : 43 Bis AVENUE DE LENINE

92000 NANTERRE
R.C.S :

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 14/09/2017
AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31/03/2017

Résultat – Affectation

L'Assemblée entérine les comptes de l'exercice clos le **31/03/2017** faisant ressortir un **bénéfice** de **75 927,89** Euros. A ce résultat s'ajoute le report à nouveau antérieur à hauteur de **88 321,16** Euros. Le résultat à affecter ressort ainsi à **164 249,05** Euros.
L'Assemblée décide d'affecter le résultat de **164 249,05** Euros, de la façon suivante :

- A la réserve légale, pour un montant de 1 800,00 Euros
- Au report à nouveau pour un montant de 103 277,05 Euros
- A titre de distribution de dividendes aux associés pour un montant de 59 172,00 Euros répartis de la manière suivante :

<i>Dates de clôture</i>	<i>Revenus éligibles à l'abattement de 40%</i>		<i>Revenus non éligibles à l'abattement</i>
	<i>Dividendes</i>	<i>Autres revenus distribués</i>	
31/03/2017	59 172	0	0

Il convient de vous informer qu'à compter du 1er janvier 2013, les revenus distribués sont imposables au barème progressif de l'impôt sur le revenu et que, conformément aux dispositions de l'article 117 quater modifié du Code général des impôts, est mis en place un prélèvement forfaitaire obligatoire de 21 %, non libératoire, et imputable ultérieurement sur l'impôt sur le revenu. Les personnes et revenus concernés par ce nouveau prélèvement sont précisés.

De plus, conformément aux dispositions de l'article L. 136-7 du Code de la sécurité sociale, les prélèvements sociaux sur les dividendes, imposés au barème progressif de l'impôt sur le revenu, qu'ils soient éligibles ou non à l'abattement de 40 %, sont retenus à la source par l'établissement payeur, lorsque ce dernier est établi en France ; ils devront être versés au Trésor dans les quinze premiers jours du mois suivant celui du paiement des dividendes.

Chaque associé recevra ainsi un dividende unitaire de 24,66 Euros.

Pour copie certifiée conforme
La gérance